

ÉDUCATION, FORMATION

Quelle culture économique et sociale transmettre ?

TABLE RONDE ANIMÉE PAR PHILIPPE FRÉMEAUX, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'IDIES



La création du Codice a témoigné de la volonté des pouvoirs publics de développer la culture économique des Français. Quels sont les enjeux aujourd'hui au niveau de la formation initiale ? Comment articuler approche scientifique de l'économie et de la société et découverte des réalités du travail et de l'entreprise dans leur diversité ?



Isabelle Knock-Méo,
DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DU CODICE

Faire tomber les murs entre l'école et l'entreprise

Deux raisons ont présidé à la création du Codice. Tout d'abord, de fréquentes études commandées par Bercy ont montré que les Français sont intéressés par l'économie, y compris les jeunes. Selon un sondage réalisé il y a deux ans, c'est-à-dire avant la crise, plus de 80 % d'entre eux considéraient que les décisions de politique économique impactent leur vie quotidienne. Mais seulement 6 % des Français déclarent en comprendre bien les mécanismes. Cet écart – 80 % d'un côté, 6 % de l'autre – doit absolument être resserré. Mais le ministère de l'Économie considérait qu'il

ne pouvait pas intervenir directement dans cette diffusion de la culture économique, puisqu'il est un acteur majeur de la politique économique. Ce serait ambigu. Donc, très vite, l'idée est née de créer un conseil extérieur, indépendant, soutenu logiquement par Bercy mais uniquement d'un point de vue matériel. Le premier Codice a vu le jour en 2006. Présidé par Claude Perdriel, il a été chargé de fixer des orientations générales pour cette diffusion de la culture économique et il a fait le choix stratégique de prendre comme cible prioritaire les jeunes. Nous avons en effet constaté ●●●

EDITO par Daniel Lenoir,
PRÉSIDENT DE L'IDIES

Une exigence démocratique



Il faut développer la culture économique et sociale des Français. Tel est l'objectif fondateur de l'Idies

et l'objet de cette première note de travail. Mais pour quel objectif ? S'agit-il seulement de produire un consensus autour des valeurs du marché, afin que nous soyons tous unis pour livrer les batailles de la mondialisation ? Non, l'enjeu est aussi d'améliorer la qualité de notre vie démocratique, afin que les Français portent non seulement un regard lucide sur le monde, mais soient aussi mieux à même de prendre la mesure des marges de manœuvre existantes et donc des choix possibles. Les mécanismes économiques et sociaux, qui se sont progressivement constitués comme domaine autonome de l'action humaine, ne peuvent s'équilibrer par le seul jeu des rapports interindividuels. La main invisible existe, mais elle n'est pas un gage d'équilibre stable et durable. La recherche de cet équilibre nécessite le recours à des mécanismes collectifs d'intervention, d'incitation et d'investissement. Ils doivent être mis en place à l'échelle nationale, européenne, mais aussi mondiale. Enfin, la délibération sur ces questions doit être éclairée, non pas pour remettre en question l'expertise elle-même, mais pour la remettre à sa place, c'est-à-dire sur la place publique. La crise financière montre à quel point cette exigence démocratique – de transparence, de recul critique et d'éthique collective – est nécessaire, indispensable, urgente même.

NOTE DE TRAVAIL N°1

MARS 2009

●●● que plus de 70 % des jeunes se disent intéressés par l'économie. C'est particulièrement vrai chez les élèves de la filière ES, même s'ils reconnaissent tous que l'enseignement actuel dispose de leviers d'amélioration, tels que la mise en place de passerelles plus nombreuses avec le monde de l'entreprise.

L'objectif de l'Education nationale consiste bien à permettre à tous les jeunes d'avoir accès à une initiation à la vie économique, afin de comprendre la réalité du monde. D'autant plus qu'ils ont un appétit pour cela. Il faut donc partir de leur demande et trouver un enseignement dont le contenu leur fasse envie. L'économie est en effet une discipline qui est parfois jugée austère, rébarbative. Ces clichés sont très préjudiciables à la diffusion

de la culture économique. L'enseignement de l'économie doit devenir attractif.

Sur le contenu, deux visions s'opposent : une approche scientifique, qui part des concepts de base pour ensuite donner les clés de compréhension de phénomènes concrets ; et une autre approche qui préfère partir des réalités du monde de l'entreprise pour ensuite aborder les thématiques plus générales. Notre conviction, au Codi-
dice, est qu'il faut marier ces deux approches. Faisons confiance à la sensibilité pédagogique des enseignants : certains préféreront partir du théorique pour arriver aux exemples pratiques et d'autres feront l'inverse. L'important, c'est que les deux contenus coexistent.

Enfin, l'économie étant par excellence une science de débats, ce contenu doit être une œuvre collective. Il ne doit être l'apanage ni d'experts ni de praticiens de la vie concrète. Il faut rapprocher les points de vue, faire tomber les murs entre l'école et l'entreprise, aller plus loin sur la voie d'une plus grande confiance. ♦



Philippe Lemoine,
PDG DE LASER

Innover, garantir la mobilité et décroiser les entreprises

Trois types de besoins existent dans le contexte français. D'abord, celui d'avoir une culture de l'innovation plus large. Le problème ne tient pas au nombre de créations d'entreprises (300 000 sont créées chaque année, un chiffre à comparer aux 800 000 naissances que l'on recense annuellement en France), mais plus à leur manque de vitalité. Beaucoup d'entre elles meurent rapidement, et seulement moins de 30 % des entreprises nouvellement créées se considèrent elles-mêmes comme innovantes, quel que soit le type d'innovation en question. Cela a une grande importance sur la structure de l'appareil productif en France : il y a 20 % d'entreprises de moins de 10 salariés pour 1 000 habitants de plus en France qu'aux Etats-Unis. Mais, à l'autre extrémité, nous avons beaucoup moins d'entreprises de plus de 500 salariés (moins 27 % par rapport aux Etats-Unis). Quant aux entreprises de 10 à 499 salariés, les Etats-Unis en comptent 44 % de plus que nous. Cela traduit un problème de vitalité : combien de chance une entreprise qui naît a-t-elle de durer ? Aucune des 100 premières entreprises françaises n'a moins de trente ans d'existence, alors que l'on en compte 9 à l'échelle européenne et 63 aux Etats-Unis !

Le deuxième type de besoin extrêmement fort en France est celui de la mobilité sociale. Une mobilité qui ne soit pas uniquement basée sur le modèle très vertical de la méritocratie républicaine. Michel Crozier a montré que l'innovation dans les services dans les années 1950 et 1960 est venue de militants de la société civile qui arrivaient

pour remettre l'entreprise à l'heure de la société. Aujourd'hui, avec Internet, de nombreuses personnes ont des idées. Le problème c'est d'arriver à avoir des passerelles entre ces deux mondes. De ce point de vue-là, il y a certainement une inflexion à avoir sur la structuration même de l'enseignement par rapport à l'économie. Par exemple, en Angleterre, tous les élèves font de l'économie en seconde, tandis que les Américains ne peuvent prétendre faire un MBA que s'ils ont eu une expérience professionnelle avant.

ALLIANCES

Il y a enfin un besoin énorme de décroisement du monde de l'entreprise. C'est un monde amnésique. La vie économique est prise dans des cycles très courts. Cela n'a rien à voir avec le mouvement des idées. Aujourd'hui, dans une économie de l'immatériel, de nouveaux horizons d'activité émergent, tels que l'écologie, le développement durable, la santé, les enjeux sociétaux, etc. Mais les grands groupes sont incapables à eux seuls d'en maîtriser les ressorts. Ainsi, le secteur de l'éolien a émergé grâce à des militants qui se sont reconvertis en créant une petite entreprise solidaire. Ce n'est que plus tard, lorsque ça marche, que ces entreprises sont rachetées. Aux Etats-Unis, au contraire, le président Bill Clinton a encouragé un mouvement très important d'alliance entre les entreprises, les ONG et les pouvoirs publics, sur des sujets précis, pour des durées précises et avec des objectifs quantifiables. ♦

"PLUS DE 70%
DES JEUNES
SE DISENT
INTÉRESSÉS
PAR
L'ÉCONOMIE"



Benoît Bouyx,
 DÉLÉGUÉ ILE-DE-FRANCE
 DE L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE

En France, on privilégie trop les savoirs dits « nobles »

La culture économique et sociale devrait faire partie du tronc commun éducatif. L'école a trois missions : une mission d'acquisition de culture générale, une autre de préparation à la vie de citoyen et enfin de préparation à la vie professionnelle. Cette dernière mission ne doit pas être cantonnée à l'enseignement professionnel, mais concerne tous les jeunes. Il y a une réelle difficulté à intégrer cette dimension dans le système éducatif.

MINI-ENTREPRISES

L'association Entreprendre pour apprendre propose donc aux établissements scolaires et aux CFA de créer des mini-entreprises. En début d'année, on choisit avec le groupe d'élèves le type de produit ou de service que l'on va pouvoir réaliser. Ce *brainstorming* a pour but de trouver quelque chose d'intéressant, si possible de nouveau, dans des secteurs porteurs comme le développement durable, l'économie sociale. Après, les élèves se constituent en entreprise, selon un modèle mixte proche de la Scop (un élève = une voix). Mais en même temps, on leur demande de vendre des actions, car une entreprise se fait avec de l'argent. Le capital maximum est de 500 euros. Puis les élèves s'organisent en services. Nous n'insistons pas sur la fabrication, mais plus sur l'approche globale de l'entreprise. Tout au long de l'année, l'entreprise se développe et ferme à la fin de l'année scolaire.

Cela marche particulièrement bien dans les établissements scolaires dits « difficiles », car ils sont beau-

coup plus enclins à l'innovation que les autres. Mais aussi parce que les jeunes se voient offrir un enseignement qui a du sens et qui est proche de leurs intérêts.

Deux sortes de critiques nous sont généralement adressées. La première consiste à dire que nous sommes vendus au Medef, que nous faisons pénétrer le grand capital dans l'école, etc.

Je réponds à ce type d'arguments que 70 % des emplois se situent dans le monde de l'entreprise, on ne peut pas faire comme si ce n'était pas le cas. Par ailleurs, nous ne mettons pas en valeur un modèle d'entrepreneuriat spécifique, au contraire, nous essayons de montrer qu'il y a différentes manières de faire fonctionner une entreprise.



Sylvain David,
 PRÉSIDENT DE L'APSES

Sciences économiques et sociales : un bilan globalement positif

Il est important de permettre aux citoyens de comprendre les mécanismes économiques et sociaux. C'est l'un des rôles du système éducatif. De ce point de vue, on peut s'appuyer sur un bilan globalement positif des sciences économiques et sociales (SES). Les choix des élèves le montre, les orientations vers la série ES ont augmenté significativement. On voit aussi que nos élèves réussissent bien, voire mieux que les autres, dans le

cadre de la poursuite de leurs études. C'est donc un enseignement et une voie de formation qui plaisent aux jeunes : ils y trouvent un intérêt personnel et professionnel. Ce bilan globalement positif est dû au fait que l'enseignement des SES correspond à une demande sociale. On est en face de jeunes qui veulent mieux comprendre ce qui se passe autour d'eux, et c'est un point d'appui très important. Enfin, c'est un enseignement

La seconde critique insiste sur l'approche restrictive que nous aurions de l'économie, réduite à la microéconomie. Mais notre démarche n'a pas du tout pour vocation de couvrir le champ complet de la connaissance économique. Le but c'est plus simplement de donner envie d'entreprendre. C'est une opération parmi d'autres, et cela marche. Le système éducatif français est marqué par une approche très cartésienne des problèmes. Or, il existe d'autres pratiques pédagogiques. Le mode dominant d'acquisition des connaissances en France privilégie les milieux sociaux favorisés.

Finalement, beaucoup de gens ont des difficultés avec ce mode de diffusion des savoirs. On privilégie les savoirs dits « nobles » et les modes d'acquisition les plus académiques. Pour moi ce modèle ne permet pas de s'adresser à 100 % des jeunes. ♦

**"LE MODÈLE
 ÉDUCATIF
 FRANÇAIS
 NE S'ADRESSE
 PAS À 100 %
 DES JEUNES"**

"CONCILIER PRÉOCCUPATION CITOYENNE ET PRÉPARATION À LA POURSUITE DES ÉTUDES"

ACTES (1/4)

- Cette première note de travail de l'Idies est le compte rendu de la table ronde qui a inauguré les Premières rencontres annuelles de l'Idies, le 5 novembre 2008, à l'Auditorium de l'hôtel de ville de Paris. L'intégralité des débats est disponible sous format vidéo sur le site www.idies.org
- Les autres tables rondes (sur la qualité des sources statistiques, sur la place des différentes parties prenantes dans l'entreprise et sur les médias), ont fait l'objet d'un compte rendu spécifique qui a également été publié sous la forme d'une note de travail. A télécharger sur le site www.idies.org

... qui arrive à concilier cette préoccupation citoyenne avec la préparation de la poursuite d'études. On oppose souvent les problématiques de l'entreprise et du système éducatif. On peut cependant trouver des points de convergence sans se renier les uns les autres.

Un tel bilan positif ne veut pas dire pour autant qu'il faille défendre la *statut quo*. Il y a des choses à améliorer : par exemple, les enseignants disent clairement que les programmes sont trop ambitieux. Quant à la question des pratiques pédagogiques, tous les enseignants de SES sont attachés à la plus grande diversité possible des supports. L'idée d'avoir des monographies d'entreprises à disposition me semble tout à fait pertinente, de la même manière qu'il est primordial de défendre les travaux dirigés pour permettre la mise en activité des élèves. Enfin, se pose la question de l'échange avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux. Refuser tout dialogue semblerait aberrant.

La réforme du lycée pose clairement l'enjeu de l'avenir des SES et, plus généralement, du bagage culturel dont doit disposer le lycéen du XXI^e siècle. L'un des problèmes, c'est que l'on ne fait pas suffisamment confiance aux enseignants de SES pour se mettre cet enseignement à disposition de l'ensemble des lycéens. Pourtant, peut-on imaginer qu'un élève puisse sortir du lycée sans n'avoir jamais reçu une formation économique et sociale ? A l'heure actuelle, dans le cadre de la réforme du lycée, c'est quelque chose de possible. Et cela, ce n'est pas acceptable. ♦



Jérôme Gautié,
PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PARIS 1
ET CORAPPORTEUR DE LA COMMISSION GUESNERIE

Quelques malentendus autour du rapport de la commission Guesnerie

La commission Guesnerie a été mise en place suite à la polémique sur les manuels scolaires de sciences économiques et sociales (SES), mais très vite son cahier des charges a été élargi pour aborder la question des programmes. Elle n'a pas du tout travaillé dans un esprit de dénigrement de l'enseignement des SES, et encore moins des enseignants.

RENFORCER LES SES

Ses résultats vont plutôt dans le sens de renforcer l'enseignement et la filière, en préconisant d'en faire une filière d'excellence et d'élargir l'enseignement des SES à l'ensemble des élèves en seconde. Nous avons aussi souligné que l'on pouvait le faire dans le cadre d'un enseignement pluridisciplinaire qui renforcerait les synergies avec d'autres disciplines, notamment l'histoire. Le rapport rappelle, dès son introduction, que l'on ne peut rien comprendre à l'économie si l'on n'a pas en tête la crise de 1929 ou l'échec de la planification socialiste. Enfin, cette commission n'avait pas pour objet de définir de manière précise de nouveaux programmes, mais juste de donner un avis sur quelques directions qui nous semblaient souhaitables.

Ce qui nous a frappés, c'est que les programmes sont trop lourds. On a été trop ambitieux sur les thèmes couverts et pas assez ambitieux sur

les outils nécessaires pour décrypter ces problèmes. Cela renvoie aux fondamentaux. Mais attention : dire qu'il faut être plus analytique et moins ambitieux ne veut pas du tout dire que l'on a prêché pour un enseignement plus abstrait, voire plus théorique. Au contraire : l'enseignement tel qu'il est actuellement est trop théorique au sens où il a tendance à mobiliser des théories de manière relativement abstraite, déconnectées de la réalité et du contexte historique dans lequel elles ont émergé. Il est très important de réencastrier les théories dans la réalité.

Autre source de malentendu : quand on dit qu'il faut davantage accentuer sur la microéconomie, cela ne veut pas dire faire un cours de manière très abstraite, modélisée. Au contraire, le but est de permettre aux élèves de se saisir de cette boîte à outils de manière concrète et intuitive, comme cela se fait dans le monde anglo-saxon. Enfin, quand on dit qu'il faut définir les programmes selon les compétences et non en fonction des thèmes, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas aborder de thèmes. Mais une meilleure articulation doit être trouvée pour faire en sorte qu'à travers les thèmes abordés, les élèves acquièrent un ensemble de compétences mieux définies qu'actuellement et de façon cumulative. ♦